



Conseil économique et social

Distr. générale
26 novembre 2018
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-troisième session

11-22 mars 2019

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Project 1948 Foundation, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Au nom de la société civile de la Bosnie-Herzégovine, Project 1948 Foundation souhaite exprimer sa profonde gratitude à ONU-Femmes pour la possibilité qu'elle nous offre de présenter un exposé écrit à la Commission de la condition de la femme pour 2019.

Project 1948 Foundation utilise son programme « Photo-Voice » pour mettre en images, représenter et promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Mené en partenariat avec Post-Conflict Research Center, notre programme « Photo-voice » contribue à changer le regard de la communauté internationale sur ces sujets. Il permet de médiatiser les préoccupations de la population et d'amplifier la voix de la société civile en utilisant des données inédites comme une plateforme en faveur du changement politique. Ainsi, notre travail conjoint a mis en lumière un problème qui relève de la gouvernance tripartite de la Bosnie-Herzégovine : seulement 65 % des citoyens ont accès à une eau potable, soit le deuxième taux le plus bas d'Europe. L'inefficacité des compagnies publiques des eaux, les logements informels construits après la guerre et l'incapacité à obtenir les financements nécessaires pour des travaux vitaux de réparation d'infrastructures délabrées ont conduit à la défaillance actuelle du service. Alors que l'eau est la ressource naturelle la plus abondante de Bosnie-Herzégovine, la crise de l'eau est généralisée à tous les niveaux et affecte tout autant les habitants des zones rurales que ceux des régions urbanisées de Banja Luka et de Sarajevo. Au nom des populations de la Bosnie-Herzégovine, nous demandons instamment à l'État Membre de Bosnie-Herzégovine de respecter le droit humain fondamental des Nations Unies à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous les citoyens, indépendamment de leur sexe, de leur origine ethnique ou de leur statut socioéconomique.

Appliquer un modèle de développement véritablement durable dans le secteur de l'eau permettrait de résoudre ces problèmes et de transformer l'ensemble de notre société en exportant l'eau de la Bosnie-Herzégovine. Nos organisations estiment que le gouvernement, le secteur privé et la société civile doivent concentrer leurs efforts pour remédier à ce problème et, ainsi, progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable 16 et 6 des Nations Unies, mais aussi de l'objectif 5. L'amélioration de l'approvisionnement en eau est intimement liée à l'autonomisation des femmes et des filles, dont le quotidien est excessivement perturbé par les défaillances actuelles des services publics, et permettrait de faire avancer la Bosnie-Herzégovine sur la voie de l'égalité des sexes d'ici 2030.

Nous devons non seulement nous engager à investir dans l'égalité des sexes, dans l'accès aux services publics et aux infrastructures durables et dans l'autonomisation des femmes et des filles, mais nous devons aussi comprendre qu'il est impératif de prévoir un budget pour garantir l'accès à une eau potable propre et saine. Bien que la fondatrice de notre organisation soit américaine, nous ne bénéficions d'aucun soutien sur le terrain de la part des gouvernements, qu'il s'agisse des États-Unis ou de la Bosnie-Herzégovine. Cependant, des investissements publics et privés à l'échelon du pays sont nécessaires pour améliorer l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion des ressources hydriques. Et, selon les estimations de nos organisations non gouvernementales, il est tout à fait possible de relever de tels défis en matière d'investissement.

Il existe des toutefois des obstacles manifestes en Bosnie-Herzégovine, où nos organisations consacrent une grande partie de leurs activités à la mise en place de systèmes efficaces de protection sociale, à l'accès aux services publics et à des infrastructures durables, autant de conditions indispensables à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles. Actuellement, le pays où nous travaillons

est le tout dernier État Membre en situation de réaliser le Programme 2030. Nous demandons instamment à l'ONU, aux entités gouvernementales, à la société civile et au secteur privé d'unir leurs efforts pour aider la Bosnie-Herzégovine à réaliser le Programme 2030 en garantissant l'accès aux services publics et à des infrastructures durables de gestion de l'eau, tout en veillant à l'égalité entre les sexes qui favorisera l'épanouissement des hommes, des femmes et des enfants de Bosnie-Herzégovine.

Nous souhaitons remercier l'ONU de l'appui qu'elle continue d'apporter à nos organisations de terrain ainsi qu'aux partenariats qui ont vu le jour dans le cadre du Conseil économique et social, notamment avec les Volontaires des Nations Unies, Smartly Consulting, Data Scientists Without Borders et la maison de l'ONU en Bosnie-Herzégovine. Enfin, Project 1948 Foundation, aux côtés de Post-Conflict Research Center et de la maison de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, voudrait réaffirmer son attachement à l'engagement conjoint pour la réalisation des objectifs de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, en collaboration avec les agents du changement à tous les niveaux du gouvernement et avec les différents responsables de l'ONU dans le monde.
